



Accord-cadre n°2025DG23

**Acquisition, livraison, installation et mise en service d'un
massicot trilatéral à destination de l'Atelier du Cned**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

(CCAP)

SOMMAIRE	2
0. CONTEXTE DU MARCHÉ	6
1. OBJET DU MARCHÉ	6
2. FORME DU MARCHÉ	6
2.1. PROCEDURE	6
2.2. FORME DU MARCHÉ	6
2.3. ALLOTISSEMENT	6
2.4. ELEMENTS FINANCIERS	6
3. DUREE DU MARCHÉ	7
4. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	7
5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	7
6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE	7
6.1. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.2. ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	8
7. PROGRAMME D'EXECUTION	8
8. CONDUITE DES PRESTATIONS	9
9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	9
10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	10
10.1. CO-TRAITANCE	10
10.2. SOUS-TRAITANCE	10
11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	10
13. NEUTRALITE	10
14. VERIFICATION DES PRESTATIONS	11
15. ASSURANCE	11
16. PENALITES	11
16.1. PENALITES POUR RETARD SUR LE PLANNING DE MISE EN PLACE	11
16.2. PENALITES POUR INDISPONIBILITE	11
16.3. PENALITES FORFAITAIRES	12

17.	DISPOSITIONS FINANCIERES	12
17.1.	FORME DES PRIX ET CONTENU DES PRIX.....	12
17.2.	TAUX DE TVA – MONNAIE	12
17.3.	ACTUALISATION DES PRIX	12
17.4.	REVISION DES PRIX.....	13
17.5.	REFACTION DU PRIX	13
17.6.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	13
17.7.	AVANCE	14
17.8.	MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	14
17.8.1.	DELAJ DE PAIEMENT	14
17.8.2.	INTERETS MORATOIRES	14
17.8.3.	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT.....	15
17.9.	CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	16
18.	UTILISATION DES RESULTATS.....	16
19.	RESILIATION	16
20.	DIFFERENDS	16
21.	COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	16
22.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	16

135 000

Formations dispensées

Dans un monde ouvert et en mutation, le Cned s'est donné pour mission de garantir à chacun, quelle que soit sa situation, les moyens de sa réussite scolaire et professionnelle.

200

formations proposées

**Le Cned
au service
de toutes
les réussites**

1 700 607 évaluations corrigées
87 % des copies dématérialisées
2,68 jours, délai moyen de correction
des copies numériques

427 000 appels reçus
146 000 courriels reçus
+ de 6 millions
de visiteurs sur le site cned.fr

Budget et effectifs

Budget

92,6 m€
de budget

52,9 m€
de recettes
commerciales

34 m€
de subvention
pour charge
de service public

Effectifs

975
agents

1 100
enseignants
de l'éducation
nationale

+ de 2 000
experts
pédagogiques



Le Cned se compose d'une direction générale et de six Unités Opérationnelles (UO), chacune étant en charge d'une partie de l'offre de formations de l'établissement.



0. CONTEXTE DU MARCHE

L'atelier d'impression du Cned s'est doté d'un thermorelieur BQ 500 à la fin de l'année 2022.

Cependant, dans la configuration matérielle actuelle de l'atelier, les ouvrages thermoreliés doivent ensuite être massicotés sur une autre machine. Ces opérations génèrent des manipulations importantes et entraînent un goulot d'étranglement dans le processus de fabrication.

Pour remédier à cela, le Cned souhaite acquérir un massicot trilatéral ou trilame à relier au thermorelieur BQ 500 permettant de finaliser les ouvrages sans intervention manuelle.

Cet achat permettra de fluidifier le processus de fabrication, de générer des gains de productivité et de faciliter le travail des agents en éliminant les étapes de transport manuels des fascicules et en réduisant considérablement les ports de charges.

1. OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet l'acquisition, l'installation et la mise en service d'un massicot neuf pour les besoins de l'atelier de reprographie Cned (Site de Rennes), ainsi que la formation des opérateurs, l'enlèvement de l'ancien matériel, et les prestations associées (paramétrage, formation, garantie, etc.).

2. FORME DU MARCHE

2.1. Procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L 2124-2 et R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2. Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire en application des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, comportant des bons de commande pour les prestations de dépannage et remplacement de pièces et les prestations de formations complémentaires.

2.3. Allotissement

Le marché ne sera pas alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

2.4. Éléments financiers

Le montant du marché est mixte, composé d'une part forfaitaire et d'une part à bon de commande.

Le montant estimé du marché est de 168 500€ HT.

Le montant maximum du marché sur sa durée totale est de 250 000€ HT.

3. DUREE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à sa date de notification et se termine à la fin de la période de garantie des matériels comptant à partir de la date de la signature du procès-verbal d'admission.

La période de garantie est composée de la période de garantie de 2 ans incluse dans le forfait d'initialisation du marché, éventuellement augmenté d'une ou deux années d'extension de garantie qui correspondent aux prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.

Le choix de lever l'une ou l'autre de ces prestations supplémentaires éventuelles sera indiqué dans l'acte d'engagement.

4. PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les documents contractuels sont les suivants, par ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'annexe financière (comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans le(s) barème(s), tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux stipulations des pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations techniques sont décrites dans le CCTP.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS ET BONS DE COMMANDE

6.1. Modalités d'exécution des prestations

- ✓ Les prestations forfaitaires, soit : l'achat, la livraison, la mise en service, la formation, la garantie et ses éventuelles extensions, s'exécutent à compter de la notification du présent accord-cadre.
- ✓ Les prestations figurant au BPU, soit les formations complémentaires, font l'objet de bons de commande et donnent lieu à paiement sur la base des quantités réellement exécutées.

6.2. Etablissement des bons de commande

6.2.1. Généralités

Les bons de commande sont établis par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant, durant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont transmis par mail ou par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine et indiquent :

- la désignation des fournitures et/ou prestations,
- la quantité commandée,
- le lieu de livraison,
- la référence au marché,
- le prix correspondant,
- le délai d'exécution des prestations et la date souhaitée de livraison,
- la date de la commande.

Le prestataire accuse réception du bon de commande.

6.2.2. Délais

Le délai d'exécution d'un bon de commande est le temps compris entre la date de notification du bon de commande et l'admission des prestations commandées. Cette durée d'exécution est fixée par chaque bon de commande.

L'exécution du bon de commande ne peut s'achever dans un délai supérieur à trois mois à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre.

6.3. Modification ou annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé par le Cned, totalement ou partiellement, par tout moyen permettant de donner date certaine, dans les conditions suivantes :

Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

Si la modification ou l'annulation est à l'initiative du Cned, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge du Cned. Le titulaire remet une demande de paiement à ce dernier précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation du bon de commande par le Cned prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

7. PROGRAMME D'EXECUTION

Le programme d'exécution des prestations est celui remis par le titulaire dans son offre technique. Il précise les délais prévisionnels de livraison, d'installation et de paramétrage des périphériques.

Après notification, il est organisé par le Cned une réunion de démarrage avec le titulaire qui permettra, notamment, d'arrêter le planning définitif de livraison et d'installation.

Des prolongations de délai peuvent être octroyées par le Cned dans les limites et conditions des dispositions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

8. CONDUITE DES PRESTATIONS

8.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Il est fait application de l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 3.4.3, le titulaire désigne dès la notification la personne chargée du suivi du marché, habilitée à le représenter auprès de de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché.

8.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire doit en informer sans délai le Cned.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si le Cned constate cette indisponibilité, il notifie ce constat par tout moyen conforme à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le Cned applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements par période d'un an pour le chef de projet.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à 2 jours ouvrés à plein temps.

8.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le Cned adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

9. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu d'une obligation de résultat dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

10. CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

10.1. Co-traitance

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant dans un délai de 15 jours maximum à compter de la notification par le groupement de la défaillance ou du constat par le Cned, notifié par tout moyen permettant de donner date certaine.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti, le cocontractant figurant en 1^{ère} position après le mandataire dans la lettre de candidature devient le nouveau mandataire du groupement.

10.2. Sous-traitance

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique (articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants), le titulaire a la possibilité de sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous sa responsabilité.

Le titulaire doit préalablement demander l'acceptation du/des sous-traitant(s) envisagé(s), ainsi que l'agrément des conditions de paiement, au Cned par la transmission des documents suivants :

- L'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4, joint au DCE), dûment complété et signé, mentionnant en particulier la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom / raison ou dénomination sociale, l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues,
- Tout document justifiant des capacités financières et professionnelles du sous-traitant envisagé (dont le formulaire DC2).

11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

La présence du ou des représentants du titulaire peut être requise pour la participation à des réunions, principalement sur le site de l'atelier de Rennes (35). Dans le cas de la présence du représentant du titulaire dans les locaux du Cned, celui-ci doit se conformer au règlement et aux consignes inhérents aux bâtiments et services concernés.

Les prestations s'exécutent principalement sur le site de l'Atelier de Rennes :

Cned – Rennes
7 rue du Clos Courtel
35 050 Rennes Cedex 9

12. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire produit, tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D 8222-5 du Code du travail.

Le non-respect de cette obligation est susceptible de justifier la résiliation du marché aux torts du titulaire.

13. NEUTRALITE

Afin d'éviter toute situation de sous-traitance occulte et/ou d'exploitation des données par une société tierce, le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans la réalisation des prestations. Il garantit à ce titre que les préposés diligentés pour l'exécution des prestations, ne sont aucunement liés ou dépendants, de manière directe ou indirecte, à des intérêts d'autres sociétés.

14. VERIFICATION DES PRESTATIONS

Il est fait application des dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS, à l'exception de l'article 28.1.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérifications sont effectuées après l'ensemble des prestations forfaitaires en dehors de la garantie. Après la mise en service et la formation des opérateurs, le Cned dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour procéder aux opérations de vérifications.

Si la livraison est conforme aux stipulations du marché et répond au besoin exprimé dans le CCTP, elle donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Dans le cas contraire, le Cned prend une décision d'ajournement ou de rejet.

Dans le cas d'une décision d'ajournement, notifiée par mail, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours ouvrés pour présenter à nouveau les prestations mises au point. Le Cned dispose d'un délai de cinq jours ouvrés à compter de la livraison pour procéder à leur vérification.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

15. ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus en cas de groupement) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité professionnelle (RCP), au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant toute la durée du marché, le titulaire (mandataire et cotraitants inclus en cas de groupement) doit justifier de la mise à jour de la validité du document. En cas de modification des conditions du contrat d'assurance, il doit en informer le Cned dans les meilleurs délais.

16. PENALITES

16.1. Pénalités pour retard sur le planning de mise en place

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il est prévu une pénalité forfaitaire de 100€ par jour ouvré de retard sur le planning prévisionnel de mise en place arrêté lors de la réunion de démarrage.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour retard, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées ainsi que le(s) retard(s) concerné(s) ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le titulaire est exonéré de ces pénalités si le retard cumulé est inférieur à 15 jours.

Ces pénalités sont plafonnées à 10% du montant HT de la prestation forfaitaire de mise en place.

16.2. Pénalités pour indisponibilité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS, les pénalités pour indisponibilité sont fixées forfaitairement à 400 € par jour ouvré d'indisponibilité au-delà des délais indiqués à l'article 3.4 du

CCTP. L'application des pénalités pour indisponibilité est plafonnée à dix pour cent (10%) du montant HT forfaitaire du marché. Au-delà, les pénalités pour indisponibilité ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour le Cned de demander réparation du préjudice subi et de résilier le marché sans indemnités pour non-respect des obligations contractuelles.

Lorsque le Cned envisage d'appliquer des pénalités pour indisponibilité, il adresse au titulaire un courrier, transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine, précisant le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et l'indisponibilité concernée ; le titulaire est invité à présenter ses observations dans un délai de huit jours à compter de la réception du courrier.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le Cned considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que les causes de l'indisponibilité ne sont pas imputables à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai de réponse accordé au titulaire est expiré.

16.3. Pénalités forfaitaires

Pénalité forfaitaire pour retard dans la dispense de la formation tel qu'indiqué à l'article 3.2 du CCTP : 100€ par jour ouvré.

Pénalité forfaitaire pour absence à réunion sans prévenance au moins 72 heures à l'avance : 200€ ;

Pénalité forfaitaire pour non-respect des modalités de désignation d'un nouveau chef de projet : 200€

Ces pénalités ne sont pas plafonnées.

17. DISPOSITIONS FINANCIERES

17.1. Forme des prix et contenu des prix

Le marché est traité à prix mixte.

Les prestations visées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sont traitées à prix forfaitaires.

Les prestations visées dans le bordereau des prix unitaires (BPU) sont traitées à prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'hébergement, les repas, l'assurance, la gestion des déchets, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire communique les éléments relatifs aux marges pour risque et bénéfices, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la demande.

Les marges servent au calcul de l'indemnisation et sont couvertes par le secret industriel et commercial.

17.2. Taux de TVA – Monnaie

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du marché.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

17.3. Actualisation des prix

Les prix sont fermes et actualisables. L'actualisation est réalisée si les conditions de l'article R2112-11 du Code de la commande publique sont réunies, soit si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

Le titulaire dispose de 10 jours calendaires à compter de la réception de la proposition d'actualisation pour présenter ses observations. A défaut d'observations présentées dans ce délai, celui-ci est réputé avoir accepté les conditions de l'actualisation.

La formule suivante est appliquée :

$$P' = P \times I_{m-3\text{mois}} / I_{mo}$$

Où

P' est le prix actualisé

P le prix initial

$I_{m-3\text{mois}}$, la valeur de l'indice I de référence connu, éventuellement provisoire, correspondant à 3 mois avant le début d'exécution des prestations,

I_{mo} la valeur de l'indice I publié, éventuellement provisoire, correspondant au mois d'octobre 2025.

L'indice I utilisé est l'indice INSEE 010763988 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.20 – Installation de machines et d'équipements industriels

17.4. Révision des prix

Les prix sont fermes.

17.5. Réfaction du prix

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

17.6. Clause de réexamen

17.6.1. Clause de suspension des délais et pénalités

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le Cned pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette

décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

17.6.2. Substitution d'un nouveau titulaire au titulaire initial du marché

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, un avenant pourra être établi en cas de substitution d'un nouveau titulaire, à la suite d'une opération de restructuration ou de reprise, au titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le Cned en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, procès-verbal de décision le cas échéant...).

Il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par le Cned pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

17.7. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement celui-ci bénéficie d'une avance telle que prévue aux articles L2191-2, L2191-3 et R2191-3 à R2191-18 du Code de la commande publique, sous réserve que les conditions en soient remplies.

Il est fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé 5%.

17.8. Modalités de facturation et de paiement

17.8.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement, ou de 30 jours **à compter de la date d'admission des prestations si elle est postérieure à la réception de la demande de paiement.**

La facture ne peut être transmise au Cned que lorsque les prestations ont été réalisées.

17.8.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai indiqué au 17.8.1 fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires (IM) au bénéfice du titulaire. Le taux des IM est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

17.8.3. Présentation des demandes de paiement

Les prestations forfaitaires font l'objet d'un paiement à l'issue de l'admission des prestations de mise en place et de la signature du procès-verbal d'admission.

Les prestations sur bon de commande font l'objet d'un paiement à leur admission.

Outre les mentions obligatoires, la demande de paiement précise :

- Numéro de SIRET du titulaire ;
- Nom et adresse du titulaire ;
- N° du marché ;
- Référence du bon de commande le cas échéant ;
- Désignation des prestations ;
- Les prix unitaires HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- La date de facturation.

La facturation électronique étant obligatoire pour toute entreprise fournisseur du secteur public, les entreprises déposent leur(s) facture(s) sur le portail Chorus Pro, à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr> (information disponible sur le site Communauté Chorus Pro <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

L'ordonnateur des dépenses, ainsi que la personne habilitée à fournir des renseignements au sens de l'article R2191-55 du code de la commande publique, est la Directrice générale du Cned ou son représentant.

17.8.4. Présentation des demandes de paiement dans le cadre de la TVA intracommunautaire

Le prestataire situé au sein de l'Union Européenne et hors de France établit des factures selon les modalités suivantes :

- Tous les montants sont exprimés hors taxe,
- La facture comporte la mention « Autoliquidation » ou « Mécanisme d'autoliquidation » et précise que la TVA est due par l'acheteur,
- La facture indique les numéros de TVA intracommunautaire du prestataire et du Cned (FR00 197 529 050).

17.8.5. Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

- **En cas de groupement conjoint** (chaque membre du groupement ne s'engage que pour la partie qu'il exécute)

Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

- **En cas de groupement solidaire** (chaque membre du groupement s'engage financièrement pour la totalité du marché)

Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

17.8.6. Comptable assignataire des paiements

M. l'agent comptable du CNED
2 boulevard Nicéphore Niepce
Téléport 2 – CS 80300
86963 FUTUROSCOPE CEDEX

17.9. Cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article R2191-45 du code de la commande publique, le titulaire peut céder ou nantir la créance qu'il détient sur le Cned à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

En cas de sous-traitance, le montant maximum pouvant être cédé ou donné en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

18. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

19. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

20. DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, le pouvoir adjudicateur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

21. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

22. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Les articles 8.1 et 8.2 du CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 14 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG-FCS

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 16.2 du CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG-FCS.